

19 juin 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Tony Blair, Premier ministre britannique, sur les relations franco-britanniques, la coopération sur l'avenir du centre d'accueil de réfugiés de Sangatte et les récents attentats en Israël, Palais de l'Élysée le 19 juin 2002.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, c'est avec beaucoup de plaisir? Naturellement, que j'ai reçu le Premier ministre britannique. Nous avons essentiellement, évoqué la préparation du Conseil européen de Séville. Le Premier ministre britannique avait reçu le Président du gouvernement espagnol, M. AZNAR, hier, nous aussi à Paris, et nous avons donc pu faire un tour d'horizon tout à fait complet en constatant d'ailleurs que, sur la quasi-totalité des sujets, le Royaume Uni et la France se trouvent tout à fait sur la même ligne. Je m'en suis réjoui.

M. BLAIR - Si vous le permettez, je voudrais tout d'abord dire que je suis ravi d'être à nouveau ici à Paris, ce soir, aux côtés du Président CHIRAC et je voudrais d'ailleurs utiliser cette occasion pour le féliciter à nouveau, suite à sa réélection. Je dois dire que je suis tout à fait d'accord avec ce que le Président vient de dire. En effet, la Grande-Bretagne et la France ont à peu près les mêmes positions en ce qui concerne la préparation du sommet de Séville et je serai ravi d'avoir l'occasion de le revoir à nouveau à Séville.

LE PRESIDENT - Je voudrais juste dire une réflexion. La relation qui est la nôtre est marquée par la confiance et l'amitié. Entre le Royaume Uni et la France, cela n'a pas toujours été le cas et donc c'est suffisamment important pour que je le souligne.

QUESTION - Je voudrais juste vous poser une petite question. Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Président, est-ce que vous avez parlé de l'immigration illégale ? Est-ce que vous avez parlé de la fermeture éventuelle du Centre de Sangatte ? Est-ce que vous avez parlé du boeuf britannique ? Et, Monsieur le Président, est-ce que vous êtes d'accord avec le Premier ministre britannique, selon lequel il faudrait fermer Sangatte dès que possible ?

LE PRESIDENT - Nous avons parlé de ces deux sujets. Nous en avons parlé très franchement, avec la volonté de trouver des solutions qui soient acceptables par les deux parties mais avec la détermination de trouver des solutions.

Pour ce qui concerne le boeuf, nous avons à nouveau interrogé notre organisme scientifique l'AFSSA, qui doit répondre à la fin de ce mois

Et pour ce qui concerne Sangatte et les problèmes attachés à Sangatte, nous avons organisé une concertation extrêmement approfondie entre les deux ministres de l'Intérieur britannique et français, qui se sont déjà vu plusieurs fois et ont encore plusieurs rendez-vous, et qui ont l'un et l'autre la volonté de régler ce problème conformément aux Droits de l'homme et conformément à nos intérêts réciproques.

M. BLAIR - Encore une fois, je voudrais vous dire que je me félicite de ce que nous avons, effectivement, ces débats réguliers sur ces deux sujets. Comme le Président l'a dit, l'AFSSA doit remettre son rapport à la fin du mois en ce qui concerne la question du boeuf.

En ce qui concerne Sangatte, nous travaillons, je le crois, en étroite coopération sur ces questions qui nous inquiètent, qui nous touchent tous les deux. Il y a des contacts réguliers entre nos deux

ministres de l'Intérieur, comme nous l'avons dit, et, par ces contacts, nous allons trouver une solution parce que je crois que nos deux ministres sont tout à fait décidés, déterminés à trouver cette solution. Et je dois dire en passant également que lorsqu'il y a des problèmes, lorsque certaines questions méritent d'être débattues entre nos deux pays, nous pouvons le faire parce que nous avons une relation très étroite et une relation qui est bien plus étroite qu'elle ne l'a été depuis un certain nombre de décennies. Je crois que cela est dû en grande partie au travail, à l'attachement que le Président porte à cette relation.

QUESTION - A propos du Proche-Orient, et notamment de ces critiques qui montent contre Yasser ARAFAT en Israël mais aussi à Washington, quelle est la position des Européens sur Yasser ARAFAT ? Est-il toujours un interlocuteur valable pour les Européens ?

M. BLAIR - Permettez-moi tout d'abord d'exprimer notre tristesse à la suite du dernier attentat terroriste en Israël, qui a fait de nouvelles victimes, et d'exprimer notre sympathie la plus profonde et nos condoléances aux familles des victimes décédées.

Et je voudrais dire, comme je l'ai déjà fait à de nombreuses reprises, qu'il est vital, de remettre en place un processus politique, fondé sur la sécurité pour Israël et sur un règlement politique négocié, qui conduira à terme à deux Etats vivant côte à côte.

C'est en définitive la seule voie pour écouter ce terrorisme effrayant, qui a déjà pris la vie de tant de gens.

Les Européens essaieront de faire tout ce qui est possible pour aider à ce processus, afin qu'il y ait à la fois la sécurité et la fin du terrorisme. Un processus politique adéquat, qui mènera à un règlement juste et acceptable par tous

LE PRESIDENT - Je voudrais simplement d'abord m'associer sans réserve au premier propos du Premier ministre concernant l'horreur que nous inspirent ces attentats, et le dernier cet après-midi, dont les habitants d'Israël ont été victimes. Et je m'associe naturellement à la fois pour exprimer notre horreur, notre indignation, cela va de soi, notre condamnation mais aussi notre compassion à l'égard une fois de plus des victimes. Pour le reste, le Premier ministre britannique a dit clairement ce que nous, sur le plan européen, nous pensons et nous aurons l'occasion d'ailleurs de le confirmer dans quelques jours, après demain, à Séville.

Je vous remercie.